

**Art. 8.** Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 1987.

### BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,  
F.-X. de DONNEA

Le Ministre du Budget,  
G. VERHOFSTADT

F. 87 — 896

**29 AVRIL 1987.** — Arrêté ministériel relatif à l'octroi d'allocations complémentaires à certaines catégories de militaires des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 19 décembre 1980 relative aux droits pécuniaires des militaires, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 29 avril 1987 réglant à l'octroi d'allocations complémentaires à certaines catégories de militaires des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 26 mars 1987;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 26 mars 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

**Article 1er.** Une allocation pour prestations supplémentaires dont le montant est fixé à 5/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour l'accomplissement, à la demande des autorités publiques, de tâches non militaires d'une durée de quarante-huit heures au moins.

**Art. 2.** Une allocation dont le montant est fixé à 3/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour les prestations supplémentaires énumérées ci-après :

1<sup>o</sup> le service de garde :

- a) la garde du quartier;
- b) le service de garde aux Palais royaux;
- c) le service de garde auprès des transports de munitions;
- d) le service de garde aux dépôts de munitions nucléaires;
- e) le service de garde aux centrales nucléaires;
- f) la mission de protection à l'aéroport de Zaventem;
- g) les prestations accomplies sur les lieux de l'accident, à la demande du service d'enquête sur les accidents d'aviation;
- h) la garde à bord d'un bâtiment de mer dans un port belge;
- i) la surveillance, organisée comme une garde, d'une installation militaire;

2<sup>o</sup> les prestations mentionnées à l'article 1er de plus de 24 heures, mais moins de 48 heures.

**Art. 3.** Une allocation dont le montant est fixé à 2/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour les prestations supplémentaires énumérées ci-après :

1<sup>o</sup> le service de semaine ou de jour assuré par un adjudant, un sous-officier, un caporal, un ambulancier, un chauffeur ou une estafette;

2<sup>o</sup> les permanences opérationnelles, territoriales et protocolaires, à l'exception de celles qui sont mentionnées à l'article 4, effectuées en exécution d'un tour de rôle;

3<sup>o</sup> la consigne pour l'accomplissement de tâches non militaires à la demande des autorités publiques et pour la protection des centrales nucléaires.

**Art. 4.** Une allocation dont le montant est fixé à 0,5/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour les prestations supplémentaires énumérées ci-après :

1<sup>o</sup> le service de permanence et de piquet en exécution d'un tour de rôle et nécessitant la présence ininterrompue du militaire à son domicile ou dans sa chambre dans le quartier;

**Art. 8.** Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 april 1987.

### BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,  
F.-X. de DONNEA

De Minister van Begroting,  
G. VERHOFSTADT

N. 87 — 896

**29 APRIL 1987.** — Ministerieel besluit betreffende de toekenning van aanvullende toelagen aan sommige categorieën van militairen van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 19 december 1980 betreffende de geldelijke rechten van de militairen, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 april 1987 tot regeling van de toekenning van aanvullende toelagen aan sommige categorieën van militairen van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 26 maart 1987;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 26 maart 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

**Artikel 1.** Een toelage voor bijkomende prestaties, waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 5/1850 van de brutojaarwedde, wordt per etmaal toegekend voor het vervullen, op verzoek van de openbare overheden, van niet-militaire taken die ten minste achttien-uur duren.

**Art. 2.** Een toelage waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 3/1850 van de brutojaarwedde wordt per etmaal toegekend voor de hierna opgenoemde bijkomende prestaties :

1<sup>o</sup> wachtdienst :

- a) wacht in een kwartier;
- b) wachtdienst aan de Koninklijke Paleizen;
- c) wachtdienst bij een militietransport;
- d) wachtdienst bij een depot voor kernwapenmunitie;
- e) wachtdienst aan kerncentrales;
- f) beveiligingsopdracht op de luchthaven van Zaventem;
- g) prestaties op de plaats van het ongeval verricht op verzoek van de onderzoeksdiest ongevallen met vliegtuigen;
- h) de wacht aan boord van een schip in een Belgische haven;
- i) de bewaking, georganiseerd zoals een wacht, van een militaire installatie;

2<sup>o</sup> de in artikel 1 bedoelde prestaties van meer dan 24 uur, maar minder dan 48 uur.

**Art. 3.** Een toelage waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 2/1850 van de brutojaarwedde, wordt per etmaal toegekend voor de hierna opgenoemde bijkomende prestaties :

1<sup>o</sup> week- of dagdienst waargenomen door een adjudant, onderofficier, korporaal, ambulancier, chauffeur of estafette;

2<sup>o</sup> operationele, territoriale en protocolaire permanenties, met uitzondering van die welke vermeld worden in artikel 4, en die bij toerbeurt worden verricht;

3<sup>o</sup> consigne voor het vervullen van niet-militaire taken op verzoek van de openbare overheden en voor het beveiligen van kerncentrales.

**Art. 4.** Een toelage waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 0,5/1850 van de brutojaarwedde, wordt per etmaal toegekend voor de hierna opgenoemde bijkomende prestaties :

1<sup>o</sup> permanentie- en piketdienst bij toerbeurt, die vereist dat de militair zonder onderbreking thuis is of op zijn kamer in het kwartier is;

2° le service de semaine ou de jour d'un capitaine ou d'un officier de service, en exécution d'un tour de rôle;

3° la disponibilité sans délai imposée dans le cadre de la mission Augmentation Reserve Force.

**Art. 5. § 1er.** Une allocation pour prestations assujettissantes est accordée dans les cas énumérés aux §§ 2 à 8.

§ 2. Une allocation de 5/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures aux militaires qui participent, pendant une période ininterrompue de quarante-huit heures au moins, aux manœuvres et aux exercices, à l'exception de ceux qui sont effectués à bord d'un bâtiment de mer commissionné en mer ou dans un port étranger.

§ 3. Une allocation de 3/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour :

1° les périodes de camp et de tir d'une durée ininterrompue de vingt-quatre heures au moins;

2° les prestations visées au § 2 de plus de vingt-quatre heures mais de moins de quarante-huit heures;

3° les manœuvres et les exercices effectués en mer ou dans un port étranger à bord d'un bâtiment de mer commissionné, pendant une durée ininterrompue de quarante-huit heures au moins;

4° les travaux qui couvrent une activité ininterrompue d'au moins 10 heures, fournis par des unités du génie sur le chantier à l'exception de ceux effectués dans le cadre de l'instruction et l'entraînement.

§ 4. Une allocation de 2/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour :

1° les prestations accomplies au profit de la gendarmerie par l'aviation légère de la force terrestre et les prestations d'assistance médicale qui les accompagnent, fournies par le service médical;

2° les prestations de veilleur de nuit;

3° le service en mer consistant en une aide ou une assistance sollicitée par une autorité publique;

4° les prestations visées au § 3, 3°, d'une durée ininterrompue de plus de vingt-quatre heures mais de moins de quarante-huit heures.

§ 5. Une allocation de 2/1850 du traitement annuel brut peut être accordée, sur décision motivée, par période de vingt-quatre heures pour les permanences opérationnelles et territoriales qui sont effectuées en exécution d'un tour de rôle pendant une période ininterrompue de vingt-quatre heures au moins et qui sont liées aux fonctions auxquelles le militaire est affecté.

§ 6. Une allocation de 0,5/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour le service de permanence qui est lié aux fonctions du militaire mais qui nécessite sa présence ininterrompue à son domicile ou dans sa chambre dans le quartier pendant vingt-quatre heures au moins, à l'exception des permanences visées au § 5.

**Art. 6.** Lorsque des prestations supplémentaires visées à l'article 1er ou des prestations assujettissantes visées à l'article 5, § 2, sont accomplies pendant une période ininterrompue de plus de quarante-huit heures, les périodes indivisibles de cinq heures qui subsistent après l'imputation des allocations dues par période de vingt-quatre heures, donnent droit à une allocation de 1/1850 du traitement annuel brut.

Lorsque des prestations supplémentaires visées à l'article 2, 2°, et des prestations assujettissantes visées à l'article 5, § 3, sont accomplies pendant une période ininterrompue de plus de vingt-quatre heures, les périodes indivisibles de cinq heures, qui subsistent après l'imputation des allocations dues par période de vingt-quatre heures, donnent droit à une allocation de 0,5/1850 du traitement annuel brut.

**Art. 7. § 1er.** La durée de la prestation est déterminée par l'heure de départ et l'heure de retour du militaire dans le quartier.

Si la prestation a lieu au quartier, la durée réelle est prise en considération.

§ 2. La prestation journalière précédant immédiatement le service de permanence ou de piquet est ajoutée à celui-ci pour le calcul de la durée des prestations visées à l'article 3, 2°, à l'article 4, 1°, et à l'article 5, § 5 et § 6.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mai 1987.

Bruxelles, le 29 avril 1987.

F.-X. de DONNEA

2° week- of dagdienst van een kapitein of officier met dienst, ter uitvoering van een toerbeurt;

3° onmiddellijke beschikbaarheid opgelegd in het kader van de Augmentation Reserve Force.

**Art. 5. § 1.** Een toelage voor veleisende prestaties wordt toegekend in de gevallen opgenoemd in de §§ 2 tot 6.

§ 2. Een toelage van 5/1850 van de brutojaarwedde wordt per etmaal toegekend aan de militairen die gedurende een ononderbroken periode van ten minste achtenveertig uur deelnemen aan manoeuvres en oefeningen, met uitzondering van die welke op zee of in een buitenlandse haven worden gehouden aan boord van een gecommissioneerd zeeschip.

§ 3. Een toelage van 3/1850 van de brutojaarwedde wordt per etmaal toegekend voor :

1° ononderbroken kamp- en schietperiodes die ten minste een etmaal duren;

2° de in § 2 bedoelde prestaties van meer dan vierentwintig uur maar minder dan achtenveertig uur;

3° manoeuvres en oefeningen die op zee of in een buitenlandse haven gedurende ten minste achtenveertig uur zonder onderbreking worden gehouden aan boord van een gecommissioneerd zeeschip;

4° werkzaamheden die een ononderbroken activiteit van ten minste tien uur omvatten en door genie-eenheden op het werkterrein worden verricht, met uitzondering van die welke in het kader van opleiding en training worden uitgevoerd.

§ 4. Een toelage van 2/1850 van de brutojaarwedde wordt per etmaal toegekend voor :

1° prestaties die door het lichte vliegwezen van de landmacht ten behoeve van de rijkswacht worden geleverd en de daarbij horende prestaties van medische bijstand, geleverd door de medische dienst;

2° prestaties als nachtwaker;

3° dienst op zee bestaande in hulp of bijstand die door een openbare overheid wordt ingeroepen;

4° ononderbroken prestaties als bedoeld in § 3, 3°, die meer dan vierentwintig uur maar minder dan achtenveertig uur duren.

§ 5. Een toelage van 2/1850 van de brutojaarwedde kan bij een gemotiveerde beslissing per etmaal worden toegekend voor de operationele en territoriale permanenties die bij toerbeurt gedurende een ononderbroken periode van ten minste vierentwintig uur worden verricht en samenhangen met de functie die de militair is opgedragen.

§ 6. Een toelage van 0,5/1850 van de brutojaarwedde wordt per etmaal toegekend voor de permanentiedienst die met de functie van militair samenhangt, maar vereist dat hij gedurende ten minste één etmaal zonder onderbreking thuis is of op zijn kamer in het kwartier, met uitzondering van die in § 5 bedoelde permanenties.

**Art. 6.** Wanneer gedurende een ononderbroken periode van meer dan achtenveertig uur bijkomende prestaties als bedoeld in artikel 1 of veleisende prestaties als bedoeld in artikel 5, § 2, worden verricht, geven de ondeelbare periodes van vijf uur die overblijven nadat de per etmaal verschuldigde toelagen verrekend zijn, recht op een toelage van 1/1850 van de brutojaarwedde.

Wanneer gedurende een ononderbroken periode van meer dan vierentwintig uur bijkomende prestaties als bedoeld in artikel 2, 2°, of veleisende prestaties als bedoeld in artikel 5, § 3, worden verricht, geven de ondeelbare periodes van vijf uur die overblijven nadat de per etmaal verschuldigde toelagen verrekend zijn, recht op een toelage van 0,5/1850 van de brutojaarwedde.

**Art. 7. § 1.** De duur van de prestatie wordt bepaald door het uur waarop de militair het kwartier verlaat en dat waarop hij er terugkeert.

Heeft de prestatie plaats in het kwartier, dan wordt de werkelijke tijdsduur in aamherking genomen.

§ 2. De dagprestatie die onmiddellijk aan de permanentie- of piketdienst voorafgaat, wordt bij deze laatste geteld voor het berekenen van de duur van de prestaties bedoeld in artikel 3, 2°, in artikel 4, 1°, en in artikel 5, § 5 en § 6.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 1 mei 1987.

Brussel, 29 april 1987.

F.-X. de DONNEA